

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

Consultation dématérialisée sur
<https://www.marches-publics.gouv.fr>

AOO

**Prestations de nettoyage des locaux, extérieurs de l'Hôpital Nord
Franche-Comté (HNFC), de ses annexes et du CHSLD**

**Dans le cadre du Groupement Hospitalier de Territoire (GHT)
Nord Franche-Comté**

Consultation n° GHT/2021/040

**Attention : Visite obligatoire des sites dans le cadre de la présente consultation
(Voir article 6 du règlement de la consultation)**

Pour le lot 1 : visite le 13/10/2021 à 09h00 et le 14/10/2021 à 09h00

Pour le lot 2 : visite le 15/10/2021 à 09h00

Date limite de dépôt des offres : **Mardi 2 Novembre 2021 à 12h00**

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – DEFINITION DU BESOIN	3
ARTICLE 2 – DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	6
ARTICLE 3 – MODALITES D’EXECUTION DES PRESTATIONS	7
ARTICLE 4 – SOUS-TRAITANCE.....	7
ARTICLE 5 – OPERATIONS DE VERIFICATION.....	8
ARTICLE 6 – REPARATION DES DOMMAGES ET ASSURANCE	8
ARTICLE 7 – OBLIGATION VACCINALE	8
ARTICLE 8 – PROTECTION DE LA MAIN D’ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL	8
ARTICLE 9 – REPRISE DU PERSONNEL.....	10
ARTICLE 10 – RETENUE DE GARANTIE	10
ARTICLE 11 – AVANCE FORFAITAIRE	10
ARTICLE 12 – MODALITES ET DETERMINATION DES PRIX.....	10
ARTICLE 13 – ETABLISSEMENT DES FACTURES ET PAIEMENTS	11
ARTICLE 14 – CLAUSE DE REEXAMEN	13
ARTICLE 15 – PENALITES.....	13
ARTICLE 16 – RESILIATION	14
ARTICLE 17 – DEFAILLANCE DU TITULAIRE.....	15
ARTICLE 18 – APPLICATION DES NORMES.....	15
ARTICLE 19 – DEROGATIONS AU CCAG-FCS	16

Le présent document comporte 15 pages.

ARTICLE 1 – DEFINITION DU BESOIN

1.1. Objet du marché :

La présente consultation a pour objet **les prestations de nettoyage des locaux, extérieurs de l'Hôpital Nord Franche-Comté (HNFC), de ses annexes et du CHSLD** au profit du GHT Nord Franche-Comté.

Etablissement support et pouvoir adjudicateur	Etablissement partie
Hôpital Nord Franche-Comté (HNFC) Représenté par M. P. MATHIS, Directeur 100 route de Moval CS 10499 TREVENANS 90015 BELFORT	CHSLD Le Chênois Représenté par M. Pascal MATHIS, Directeur 16 rue Alfred Engel 90800 BAVILLIERS

L'Hôpital Nord Franche-Comté est le pouvoir adjudicateur de la présente consultation.

La présente consultation concerne les deux établissements membres du GHT.

Le contenu détaillé des prestations est défini dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) « Lot 1 » et le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) « Lot 2 ».

1.2. Forme de la consultation :

Le marché conclu sera un marché de services selon l'article Art. L1111-4 du Code de la commande publique.

Cette consultation est instruite sous forme d'un appel d'offres ouvert, selon les articles; R2124-1 ; R2124-2-1° ; R2161-2-2° à -6 du Code de la commande publique.

Le présent marché est un accord-cadre mono-attributaire et est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande, sans minimum et sans maximum en quantité ou en valeur, selon les articles R2162-2-2° ; R2162-4-3° et R2162-13, -14 du code de la commande publique.

1.3. Allotissement :

Les dispositions relatives à l'allotissement figurent aux articles L2113-10 à L2113-11 et R.2113-1 à R.2113-3 du Code de la commande publique.

La présente consultation est composée de 2 lots :

Lot 1 : Nettoyage des locaux de l'HNFC, de ses annexes et du CHSLD

Lot 2 : Nettoyage des extérieurs de l'HNFC et ses annexes

Il est possible de présenter une offre pour un ou plusieurs lots. Il est rappelé que les candidats n'ont pas la possibilité de présenter des offres variables en fonction du nombre de lots susceptibles d'être attribués.

Chaque lot fera l'objet d'un marché séparé.

1.4. Durée

L'article L211-5 du Code de la commande publique définit le régime de la durée des marchés publics.

L'accord-cadre s'exécutera à compter du 1^{er} janvier 2022, ou à compter de la date de notification si celle-ci est postérieure au 01/01/2022, jusqu'au 31/12/2022 inclus.

En application de l'article R2112-4 du Code de la commande publique, le marché pourra être reconduit trois fois pour une durée de **12 mois maximum**. Toutefois la durée totale du marché ne pourra excéder quatre ans, soit le 31/12/2025.

La reconduction se fera de manière tacite. Le titulaire ne pourra refuser la reconduction.

En cas de non reconduction, le titulaire en sera averti au plus tard deux mois avant la fin du marché. Dans ce cas, le titulaire reste engagé jusqu'à la fin de la période en cours.

La non-reconduction du marché par l'Hôpital Nord Franche-Comté ne peut ouvrir droit à indemnité au profit du titulaire.

Les commandes émises avant la date d'échéance du marché demeurent exécutables jusqu'au dernier jour du marché.

1.5.Quantités prévisionnelles

Les quantités et fréquences prévisionnelles annuelles sont indiquées dans les annexes AE – Annexe financière.

Les surfaces données dans ces annexes sont à titre indicatif et n'auront pas de valeur contractuelle. Les fréquences indiquées sont des fréquences minimales à respecter obligatoirement.

En complément des prestations prévues dans le marché, le pouvoir adjudicateur peut demander des prestations de nettoyage supplémentaires (demande supplémentaire et/ou urgences éventuelles) à hauteur de 10% du montant total exécuté du marché. Il est demandé au candidat de préciser un coût horaire d'interventions à remplir obligatoirement dans l'Annexe AE – Annexe financière pour chaque lot. Un devis sera alors établi par demande sur la base de ce taux horaire et un bon de commande sera transmis pour validation de l'exécution des prestations (comme décrit dans l'article 3 du CCAP).

1.6.Sous-traitance

Le candidat peut, sous sa responsabilité, sous-traiter une partie des prestations en application de l'article L 2193-3 du CCP.

1.7.Variantes

Les dispositions relatives aux variantes figurent aux articles R2151-8 à R2151-11 du Code de la commande publique.

La présentation de variantes n'est pas autorisée.

1.8.Lieux d'exécution :

Les prestations seront à effectuer sur les sites :

Lot 1 :

- **Pôle Logistique HNFC**
100 Route de Moval
CS 10499 Trévenans
90015 BELFORT

- **l'IFMS**
Place Tharradin

Allée Thérèse Rastit
25200 Montbéliard

- **Bâtiment du personnel**
Route de Froideval
90800 BAVILLIERS
- **Internat**
Route de Froideval
90800 BAVILLIERS
- **CHSLD le Chênois**
16 Rue Alfred ENGEL
90800 BAVILLIERS
- **Consultation Techn'hom**
5 rue Jacqueline AURIOL
90000 Belfort
- **EHPAD Les Quatre Saisons Le Chênois**
3 rue de Déridé
90100 DELLE
- **Archives**
Site de la Roche
Rue Frédéric Japy
25420 Bart

Rue du Maréchal Juin
25200 Montbéliard
- **Appartements Mittan**
Rue du Maréchal Juin
25200 MONTBELIARD
- **Oncologie Mittan**
2 Rue Henri Becquerel
25200 Montbéliard
- **Salle de formation Mittan**
Rue Henri Becquerel
25200 Montbéliard
- **SSR Mittan**
54 Rue du Maréchal Juin
25200 MONTBELIARD
- **USMP** (unité sanitaire en milieu pénitentiaire)
1 rue des Boucheries
90000 BELFORT
- **USMP** (unité sanitaire en milieu pénitentiaire)
2 rue du Bois Bourgeois
25200 MONTBELIARD

Lot 2 :

- **I'Hôpital Nord Franche Comté**
100 Route de Moval
CS 10499 Trévenans
90015 BELFORT
- **SSR Bavilliers**
Route de Froideval
90800 BAVILLIERS
- **SSR Mittan Montbéliard**
54 Rue du Maréchal Juin
25200 MONTBELIARD

1.9. Groupement d'entreprises :

La participation de groupements d'opérateurs économiques est autorisée :

- Soit un groupement solidaire
- Soit un groupement conjoint.

En cas de groupement conjoint, le mandataire du groupement est solidaire.

Possibilité de présenter pour le(s) marché(s) plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements : Non
- En qualité de membres de plusieurs groupements : Non

Conformément aux articles R. 2142-25 et R. 2342-12 du CCP l'appréciation des capacités d'un groupement d'opérateurs économiques est globale, il n'est pas exigé que chaque membre du groupement ait la totalité des capacités requises pour exécuter le marché.

Le prestataire, qu'il soit unique ou en groupement, devra réunir les compétences pluridisciplinaires en lien avec l'objet du marché.

1.10. Unité monétaire

L'unité monétaire utilisée sera l'Euro (€).

1.11. Classification CPV

90900000-6 : Services de nettoyage et d'hygiène

90910000-9 : Services de nettoyage

90911200-8 : Service de nettoyage des bâtiments

ARTICLE 2 – DOCUMENTS CONTRACTUELS

2.1. Pièces particulières :

Par dérogation à l'article 4 du CCAG-FCS, chaque marché est constitué par les documents contractuels suivants énumérés par ordre de priorité décroissante :

- 1 Acte d'Engagement (ATTRI 1) - lot1 et/ou lot2 - établi selon le modèle ci-joint complété, daté et signé et ses annexes financières
- 2 Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- 3 Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP Lot 1) et ses annexes
- 4 Et/ou Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP Lot 2) et ses annexes
- 5 Le mémoire technique du titulaire et la fiche contacts
- 6 Les avenants, actes de sous-traitance postérieurs à la notification du marché

2.2. Pièces générales :

- 1 Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicable aux marchés publics de "Fournitures courantes et de services" (arrêté du 19 janvier 2009)
- 2 L'ensemble des normes françaises et européennes ainsi que les prescriptions techniques relatives aux services objet du présent marché

La signature par l'opérateur économique de l'acte d'engagement le lie à l'ensemble des documents contractuels constituant le marché, quand bien même ces derniers ne seraient pas signés et paraphés.

ARTICLE 3 – MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les modalités d'exécution des prestations sont décrites dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) « Lot 1 » et le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) « Lot 2 »

En complément des prestations prévues dans le marché, le pouvoir adjudicateur peut demander des prestations de nettoyage supplémentaires (demande supplémentaire et/ou urgences éventuelles) à hauteur de 10% du montant total exécuté du marché. Il est demandé au candidat de préciser un coût horaire d'interventions à remplir obligatoirement dans l'Annexe AE – Annexe financière pour chaque lot. Un devis sera alors établi par demande sur la base de ce taux horaire et un bon de commande sera transmis pour validation de l'exécution des prestations.

Les commandes sont signées par le directeur de l'Hôpital Nord Franche-Comté ou ses représentants et transmises au titulaire du marché par fax ou par mail.

Le bon de commande indique au minimum :

- L'identification du titulaire du marché et la référence du marché
- La désignation des prestations
- Le montant total HT de la commande

Le candidat devra préciser son délai d'intervention pour les demandes ponctuelles. Le non-respect de ce délai pourra entraîner l'application des pénalités prévues à l'article 15 du présent document.

Planning des prestations :

Avant l'exécution du marché, le titulaire devra communiquer au pouvoir adjudicateur un planning journalier de l'ensemble des tâches à la semaine (en précisant les horaires d'intervention et les lieux de passage).

Les différents Cahiers des Clauses Techniques Particulières prévoient également des travaux à des fréquences différentes (par exemple : bimensuelles, mensuelles, trimestrielles, ...).

Le titulaire sera tenu de planifier ces travaux sur un an et de présenter un calendrier mensuel.

Ces 2 plannings (journalier et annuel) devront être remis dans un délai maximum de 15 jours ouvrés à compter de la date de notification du marché.

ARTICLE 4 – SOUS-TRAITANCE

En vertu de l'article 3.6 du CCAG-FCS, le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché après acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance par la personne responsable du marché.

A cet effet, le candidat remplira l'annexe à l'acte d'engagement relative à la présentation d'un sous-traitant (formulaire DC4) et la remettra :

- Soit lors de la candidature
- Soit à l'appui de son offre
- Soit en cours d'exécution

La signature de ce document par le pouvoir adjudicateur emportera acceptation du sous-traitant.

La sous-traitance totale par le titulaire est interdite.

ARTICLE 5 – OPERATIONS DE VERIFICATION

L'Hôpital Nord Franche-Comté et le CHSLD se réserve le droit de procéder à des contrôles inopinés en présence ou non du titulaire :

- des conditions de sécurité, d'hygiène et de confort pour l'exécution du marché
- de l'identité des personnes assurant les prestations et notamment leurs qualifications professionnelles ainsi que de vérifier que leurs tenue et comportement sont corrects

ARTICLE 6 – REPARATION DES DOMMAGES ET ASSURANCE

Les articles 8 et 9 du CCAG-FCS sont applicables.

Le titulaire devra justifier d'une assurance couvrant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il encourt vis-à-vis des tiers et de l'HNFC à la suite de tous les dommages corporels, matériels ou immatériels survenant directement ou indirectement pendant ou après l'exécution des prestations.

Il doit justifier être titulaire de ces contrats d'assurance au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution du marché le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation.

L'entreprise extérieure s'engage à faire remonter sans délai à l'HNFC et le CHSLD tout dysfonctionnement constaté (casse, tâches résistantes...). Elle doit également prévenir immédiatement le référent HNFC et CHSLD en cas de casse de son fait.

En cas de dégradation du fait de l'entreprise extérieure, la responsabilité civile du prestataire sera activée.

ARTICLE 7 – OBLIGATION VACCINALE

La loi n°2021-1040 du 5 août 2021 relative à la gestion de la crise sanitaire prévoit l'obligation vaccinale des personnes travaillant dans les secteurs sanitaire, social et médico-social. Le Conseil constitutionnel, par sa décision n° 2021-824 DC du 5 août 2021, a jugé conforme à la Constitution la majeure partie des dispositions prévues par cette loi, et notamment celles concernant l'obligation vaccinale.

L'obligation vaccinale concerne tant les personnels soignants que les personnels administratifs et techniques exerçant au sein de l'HNFC, de ses annexes et du CHSLD, qu'ils soient employés directement ou non par l'HNFC ou le CHSLD. Ainsi, les salariés des prestataires intervenant de façon récurrente et planifiée (ménage, blanchisserie, gestion des déchets...) au sein de ces établissements sont aussi concernés par l'obligation de vaccination.

A la date d'exécution du marché, tous les agents du titulaire intervenants sur les sites concernés devront pouvoir présenter le justificatif d'un schéma vaccinal complet requis par le décret n°2021-699 du 1er juin 2021.

Un contrôle pourra être effectué, sous la responsabilité du titulaire.

La méconnaissance, par l'employeur, de l'obligation de contrôler le respect de l'obligation vaccinale est punie de l'amende prévue pour les contraventions de la cinquième classe, soit 1 500 € d'amende. Cette contravention peut faire l'objet de la procédure de l'amende forfaitaire prévue à l'article 529 du code de procédure pénale. Cette obligation de contrôle du respect de l'obligation vaccinale par les employeurs est elle-même contrôlée par les ARS.

ARTICLE 8 – PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL

8.1.Travailleurs étrangers

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée, en vertu de dispositions législatives ou réglementaires, soit de traités ou accords internationaux.

8.2.Liste nominative du personnel – Visites médicales

Le personnel affecté par le titulaire du marché sera soumis, sous la responsabilité de celui-ci, aux dispositions générales prévues par la législation du travail.

L'HNFC se réserve le droit d'exiger du titulaire du marché, sans versement d'aucune indemnité, le retrait à tout moment de l'hôpital de tout agent salarié de l'entreprise, pour quelque motif que ce soit, sans qu'aucune justification particulière ne soit apportée à cette décision.

L'entrepreneur doit fournir à l'HNFC la liste nominative de ses agents et doit obligatoirement soumettre à ses frais son personnel aux examens médicaux périodiques prévus par la législation en vigueur ainsi qu'aux vaccinations. Il doit aussi soumettre à une visite médicale d'embauche tout nouvel agent, avant sa prise de fonctions.

Cette liste devra être transmise au plus tard après trois mois d'exécution du marché.

Les dates de ces examens médicaux et des vaccinations, l'identité des agents et la conclusion du médecin du travail sur leur aptitude physique seront consignés par le titulaire du marché sur un registre spécial qu'il transmettra à la personne publique.

8.3.Vêtements de travail

Le titulaire devra doter le personnel d'exécution d'un vêtement de travail portant l'insigne spécifique de leur entreprise.

Aucun agent ne sera admis s'il n'est revêtu de son vêtement de travail ou s'il présente une tenue négligée.

8.4.Accès aux locaux et sites

L'entreprise titulaire du marché prendra possession des clés et badges nécessaires à l'accès des différents locaux et sites qu'elle devra entretenir. Elle assurera l'ouverture et la fermeture des locaux sous sa seule responsabilité.

Le titulaire avisera aussitôt l'HNFC et le CHSLD des clés ou badges manquants. En cas de perte ou de vol, il prendra en charge les frais de remplacement des clés et cylindres du secteur concerné.

8.5.Comportement du personnel

Le personnel mis à disposition par le titulaire du marché doit faire preuve de discrétion absolue. Il est tenu au secret professionnel et devra se conformer aux exigences de la Loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 sur le respect des principes de la République.

Pour le lot 1 :

Il est strictement interdit au personnel de l'entreprise titulaire du marché :

- de laisser pénétrer dans les locaux, une personne quelconque, ne faisant pas partie de l'entreprise de nettoyage
- de se servir des différents équipements se trouvant dans les bureaux (téléphone, photocopieurs, ordinateurs ...)
- d'ouvrir les tiroirs, armoires et de prendre tout objet se trouvant dans les locaux à des fins personnelles

Le personnel de nettoyage doit veiller :

- à ne pas déranger les papiers se trouvant sur les meubles
- à éteindre les lumières des locaux sauf indication contraire
- à n'ouvrir ou allumer les bureaux ou locaux qu'au fur et à mesure de l'exécution des prestations
- à la fermeture des robinets d'eau

- à la fermeture des fenêtres et des portes sauf indication contraire
- à ranger dans les locaux prévus le matériel utilisé propre et désinfecté au terme de chaque prestation

Pour le lot 2 :

Il est strictement interdit au personnel de l'entreprise titulaire du marché de laisser pénétrer sur les sites, une personne quelconque, ne faisant pas partie de l'entreprise de nettoyage.

Le personnel de nettoyage doit veiller à ne pas dégrader l'environnement des sites : sols, bâtiments, installations, équipements, pelouses.

8.6. Service à assurer

En cas d'arrêt de travail pour maladie, pour grève ou assimilés des personnels de son entreprise, le titulaire est tenu d'exécuter intégralement les prestations dans les conditions décrites aux CCTP des différents lots.

ARTICLE 9 – REPRISE DU PERSONNEL

Le lot 1 « Nettoyage des locaux de l'HNFC, de ses annexes et du CHSLD » et le lot 2 « Nettoyage des extérieurs de l'HNFC et ses annexes » impliquent l'obligation de reprise par le titulaire du personnel en place conformément à la convention collective nationale des entreprises de propreté du 1^{er} juillet 1994 et notamment leur disposition communément appelée « annexe 7 ».

Une liste du personnel est fournie aux candidats (annexe CCTP Lot 1 : Liste du personnel en cas de reprise et annexe CCTP Lot 2 : Liste du personnel en cas de reprise) indiquant leur nombre, leur ancienneté, leur qualification.

Pour les deux lots, au début du marché, le titulaire établit la liste nominative du personnel avec détail du temps affecté aux sites, pour l'agrément préalable par l'HNFC conformément à l'organigramme et à l'organisation proposée et retenue dans les critères de jugement des offres.

Cette liste est tenue à jour régulièrement par le titulaire. Elle sera transmise à l'HNFC et au CHSLD à chaque changement apporté.

ARTICLE 10 – RETENUE DE GARANTIE

Le titulaire du marché est dispensé de la constitution d'un cautionnement au titre de la garantie à l'exécution de ses obligations contractuelles.

ARTICLE 11 – AVANCE FORFAITAIRE

Une avance sera accordée au titulaire du marché dans les conditions prévues aux articles R2191-3 à R2191-19 du code de la commande publique. Le titulaire du marché peut refuser le versement de cette avance (point B4 de l'acte d'engagement).

ARTICLE 12 – MODALITES ET DETERMINATION DES PRIX

12.1. Définition des prix

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les fournitures, services et prestations, ainsi que tous les frais afférents à la bonne exécution du marché, (même si des prestations n'ont pas été explicitement détaillées dans les CCTP), à l'assurance et au

transport. Ces prix doivent inclure le coût de la main d'œuvre, les consommables, l'utilisation des matériels et accessoires, etc.

TVA : les montants facturés seront calculés en appliquant le taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des factures.

En accord avec les annexes financières correspondantes, les prix des prestations sont :

- **forfaitaires pour les prestations décrites dans l'annexe financière,**
- **unitaires pour les prestations ponctuelles suivant le coût horaire d'intervention.**

Les prix sont **fermes pour les deux premières années du marché** et pourront être **révisés**, conformément à l'article 12.2 ci-dessous, lors des reconductions en fin de période n+2 et n+3.

12.2. Révision de prix

Conformément à l'article R2112-13 du Code de la commande publique, les prix des prestations sont révisables, c'est-à-dire qu'ils peuvent être modifiés pour tenir compte des variations économiques dans les conditions fixées ci-dessous :

1° Le prix initial est celui proposé par le titulaire dans son offre (année n),

2° Les prix sont révisables en année n+2 (2ème reconduction) et n+3 (3ème reconduction) à compter de la date anniversaire du marché

3° La révision est proposée par le titulaire. Il adressera ses nouveaux prix **deux mois** au plus tard avant la date d'échéance annuelle. Les prix sont révisables à la hausse ou à la baisse.

Cette proposition devra être envoyée à l'adresse suivante :

L'Hôpital Nord Franche-Comté
DREL – Cellule des marchés
Route de Moval
CS 10499 Trévenans
90015 BELFORT CEDEX

En cas d'absence de nouvelle proposition de prix de la part du titulaire, de nouvelle proposition parvenue hors délai ou de proposition non-conforme au cahier des charges, les prix de la période en cours seront reconduits pour la nouvelle période annuelle.

12.3. Clause butoir

L'évolution des prix ne pourra en aucun cas conduire à une augmentation supérieure à **2 %** du prix de l'année n-1, sauf accord écrit de la Directrice des Achats et de la Logistique de L'HNFC, donné sur la base de justificatifs fournis par le titulaire.

12.4. Clause de sauvegarde

Par dérogation aux articles 29 et 33 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier, sans indemnité, la partie non exécutée des prestations lorsque la hausse des prix conduit à une augmentation supérieure à celle fixée à l'article 12.3 ci-dessus.

De même, en cas de refus par le pouvoir adjudicateur de ces nouveaux tarifs, et si un accord ne peut être trouvé, le marché sera résilié sans ouvrir droit pour le titulaire à une indemnité.

ARTICLE 13 – ETABLISSEMENT DES FACTURES ET PAIEMENTS

Les sommes dues au fournisseur seront réglées au vu de factures établies en un original et une copie portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom et l'adresse du créancier
- le numéro du compte bancaire ou postal, tel qu'il est précisé dans l'acte d'engagement
- le numéro de l'accord-cadre
- le numéro et la date du bon de commande

- le numéro et la date du bon de livraison
- la désignation de la prestation
- le prix unitaire HT et TTC de la prestation
- le taux et le montant de la T.V.A.
- le montant total de la prestation
- la date d'émission de la facture

Les taux d'escompte proposés par le candidat dans les annexes financières, seront applicables si le paiement intervient dans un délai inférieur à 30 jours à compter de la date de réception de la facture.

Il est bien spécifié que la facture ne devra pas porter sur d'autres prestations que celles visées à l'acte d'engagement.

Les factures seront libellées en fonction des sites.

Pour le CHSLD Le Chênois, l'adresse de facturation est :

CHSLD Le Chenois
Services économiques
16 rue Alfred Engel
90800 BAVILLIERS

Les sites concernés sont :

Lot 1 : CHSLD Le Chênois à BAVILLIERS (16 Rue Alfred Engel, 90800 Bavilliers)
EHPAD Les Quatre Saisons à DELLE (3 Rue de Dérivé, 90100 DELLE)

Informations CHORUS CHSLD :

Le libellé de la structure : CENTRE HOSPITALIER DE SOINS DE LONGUE DURÉE – LE CHENOIS 16 RUE ALFRED ENGEL 90800 BAVILLIERS
N° SIRET du CHSLD : **269 000 030 00024**
Pas de code service

Pour l'Hôpital Nord Franche-Comté, l'adresse de facturation est :

Hôpital Nord Franche-Comté
Pôle Logistique Hospitalier /DREL
Route de Moval - CS 10499 Trevenans
90015 Belfort Cedex

Les sites concernés sont :

Lot 1 : Tous les sites sauf CHSLD Le Chênois à Bavilliers et EHPAD Les Quatre Saisons à Delle
Lot 2 : Tous les sites

Informations CHORUS HNFC :

N° SIRET de l'HNFC : **269 001 293 00209**
Code service « **GPECO** » : Achats du service des Ressources Economiques et Logistiques DREL

Le numéro d'engagement est obligatoire, il correspond au numéro de commande.

L'ordre et les caractères doivent être respectés : **2021/GPECO/XXXX**

Ces informations figurent sur le bon de commande, dans l'encadré « Chorus Pro » situé en haut à droite.

Le règlement s'effectuera par mandat administratif dans un délai de 50 jours à compter de la date de réception de la facture.

Au-delà de ce délai, il sera dû au titulaire, par jour(s) de retard, le règlement d'intérêts moratoires, calculés par application du taux d'intérêts de la Banque centrale européenne majoré de huit points ainsi que qu'une indemnité forfaitaire de 40€ (décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement).

Le point de départ de ce délai est la date de réception de la facture, à condition que celle-ci soit postérieure ou concomitante à la livraison.

Ce délai peut être éventuellement suspendu si la facture ou la livraison correspondante ne sont pas conformes aux exigences de l'accord-cadre.

ARTICLE 14 – CLAUSE DE REEXAMEN

Conformément à l'article R 2194-1 à 10 du Code de la commande publique, la clause de réexamen du marché s'applique aux champs suivants par une simple décision du pouvoir adjudicateur :

14.1. Modification du périmètre des prestations:

L'HNFC notifiera au titulaire toutes les modifications intervenant en cours de l'exécution du marché.

- a) Dans l'éventualité d'une fermeture, démolition ou cession d'un bâtiment durant l'exécution d'un des marchés, l'HNFC se réserve le droit de réduire à tout moment le volume des prestations quelle qu'en soit l'importance, sans que le titulaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité à ce titre.
- b) Dans l'éventualité d'ajout de sites ou de locaux à la prestation

14.2. Prestations similaires:

Le pouvoir adjudicateur peut recourir à la réalisation des prestations similaires conformément à l'article R 2122-7 de Code de la commande publique.

14.3. Modifications indiquées aux articles R. 2194-1 à R. 2194-9 du CCP

Ces modifications feront l'objet d'une négociation entre le titulaire et l'HNFC pour fixer les nouvelles modalités d'exécution du marché via la conclusion d'un avenant.

ARTICLE 15 – PENALITES

1.1. Pénalités

Il est dérogé aux articles 14.1 et 14.2 du CCAG -FCS dans les conditions définies ci-dessous.
Il n'y a pas de seuil d'exonération en matière de pénalités.

- Le non-respect du calendrier dans les conditions normales de prestations à exécuter, la mauvaise exécution ou l'exécution partielle de ces opérations pourront donner lieu à des pénalités de retard conformément aux articles 14.1 et 14.2 du CCAG-FCS.

- Toute salissure sur les installations et équipements, due notamment à une mauvaise utilisation des matériels et produits par le personnel de l'entreprise, tout abandon de ces matériels et produits en dehors des locaux mis à leur disposition, pourra donner lieu à l'application d'une pénalité de **quinze euros (15€) par constat**,

- En cas de non-exécution de prestation pour le lot 1 et lot 2, une pénalité de **cent cinquante euros (150€)** par jour et par site sera appliquée.

- Pour le lot 1, concernant les sanitaires, tout manque d'approvisionnement des distributeurs de papier, de savon, et de rouleaux essuie mains pourra donner lieu à l'application d'une pénalité de **quinze euros (15€) par manquement**,

- Pour le lot 1, sur les plans « aspects, confort, propreté et hygiène » (tels que décrits dans l'article 3 du CCTP Lot 1) tout défaut ou manquement constaté fera l'objet d'une pénalité de **trente euros (30€) par local ou site**,

- Pour le lot 2, la mauvaise exécution des prestations pourra donner lieu à l'application d'une pénalité de **quarante euros (40€) par constat et par site**.

- En cas de non-transmission de la liste nominative du personnel prévue à l'article 9 du présent CCAP après 3 mois d'exécution du marché, il sera appliqué une pénalité de **deux-cent euros (200€)**.

Les pénalités sont cumulables. La non-exécution répétée d'une prestation peut donner lieu à l'application d'un cumul de pénalités.

1.2. Pénalités en cas de travail dissimulé

Si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail, il encourt l'application de la pénalité dont le montant est égal à 10% du montant du marché. Cette somme ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues au titre de sanction pénale par le code du travail en matière de travail dissimulé.

En cours d'exécution du contrat, le pouvoir adjudicateur demandera tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du contrat, les mêmes pièces que celles exigées lors de la signature du contrat (article L.822-1 du code du travail).

ARTICLE 16 – RESILIATION

Le pouvoir adjudicateur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre, avant l'achèvement de celles-ci, dans les conditions prévues aux articles 29 à 33 du CCAG-FCS.

La décision de résiliation de l'accord-cadre est notifiée au titulaire. La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

2.1. Motif d'intérêt général

Ainsi, le pouvoir adjudicateur peut mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général. Dans ce cas, le titulaire a droit à être indemnisé du préjudice qu'il subit du fait de cette décision, selon les modalités prévues à l'article 33 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 33 du CCAG-FCS, il ne sera versé aucune indemnité

2.2. Faute du titulaire

Par dérogation aux articles 29 et 33 du CCAG FCS, l'accord-cadre pourra être résilié par courrier recommandé avec accusé de réception, sans indemnités pour le titulaire, après mise en demeure restée infructueuse, dans les cas suivants :

- en cas de défaut d'exécution du titulaire

- pour tout incident grave lié à l'utilisation des produits et matériels objets du présent accord-cadre

2.3. Résiliation suite à demande de révision des prix

Conformément à l'article 12.4 du présent CCAP si la proposition de révision conduit à une augmentation de plus de 2% des prix par rapport aux prix applicables jusqu'alors l'HNFC se réserve le droit de résilier le marché sans indemnité.

2.4. Non production des pièces administratives

Après signature de l'accord-cadre, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article R2143-6 à -12 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail conformément à l'article R2143-8 du Code de la commande publique, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par l'article 32 du CCAG-FCS.

La décision de résiliation du marché est notifiée au titulaire, après mise en demeure de produire les pièces restées infructueuses. La résiliation prend effet à la date qu'elle fixe ou, à défaut, à la date de sa notification.

ARTICLE 17 – DEFAILLANCE DU TITULAIRE

Conformément à l'article 36 du CCAG-FCS, il peut être pourvu par l'HNFC à l'exécution de la prestation, aux frais et risques du titulaire, sans résiliation du marché initial, en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard.

Dans ce cas, le titulaire n'a pas droit de regard sur l'exécution des prestations à ses frais et risques. S'il en résulte une différence de prix, celle-ci sera à la charge du fournisseur défaillant et imputée d'office en déduction sur le montant du prochain paiement effectué à son profit. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

ARTICLE 18 – APPLICATION DES NORMES

Les prestations faisant l'objet du présent marché sont conformes aux normes européennes et françaises homologuées. Le fait de ne pas énumérer ces normes et règlements ne peut être pris pour argument d'ignorance par le titulaire, celui-ci étant réputé les connaître, du seul fait de soumissionner.

ARTICLE 19 – REGLEMENT DES LITIGES

Il sera fait application de l'article 37 du CCAG – FCS. Le tribunal compétent est le tribunal suivant :

Tribunal administratif de Besançon
30, rue Charles Nodier 25044 Besançon
greffe.ta-besancon@juradm.fr
tél : 03 81 82 60 00 fax : 03 81 82 60 01

ARTICLE 20 – RGPD

Pour l'application du présent article, le responsable de traitement au sens du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, « règlement général sur la protection des données » ou RGPD) est l'acheteur et le sous-traitant est le titulaire du marché public.

Le présent article a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le titulaire du marché public s'engage à effectuer pour le compte de l'acheteur les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre du présent marché public, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le RGPD et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

ARTICLE 21 – DEROGATIONS AU CCAG-FCS

Articles du présent CCAP qui dérogent au CCAG-FCS	Articles du CCAG-FCS auxquels il est dérogé
2 - Documents contractuels s	4
12.4 - Clause de sauvegarde	29 et 33
15 – Pénalités de retard	14.1 et 14.2
16.1 - Motif d'intérêt général	29 à 33
16.2 - Résiliation pour faute du titulaire	29 à 33